Revue d'histoire du XIXe siècle
Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

45 | 2012
Le quotidien des techniques

Christophe CHARLE et Julien VINCENT [dir.], *La société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914*

collection Carnot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 318 p.
ISBN : 978-2-7535-1359-4. 18 euros.

Constance Bantman

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rh19/4406
DOI : 10.4000/rh19.4406
ISSN : 1777-5329

Éditeur
La Société de 1848

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2012
Pagination : 222-223
ISSN : 1265-1354

Référence électronique
Constance Bantman, « Christophe CHARLE et Julien VINCENT [dir.], *La société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 45 | 2012, mis en ligne le 02 avril 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/rh19/4406 ; DOI : https://doi.org/10.4000/rh19.4406

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Christophe CHARLE et Julien VINCENT [dir.], *La société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914*

collection Carnot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 318 p. ISBN : 978-2-7535-1359-4. 18 euros.

Constance Bantman

RÉFÉRENCE

Christophe CHARLE et Julien VINCENT [dir.], *La société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914*, collection Carnot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 318 p. ISBN : 978-2-7535-1359-4. 18 euros.

1 Ce volume propose une réflexion très stimulante sur la nébuleuse sémantique que représente le terme de « société civile », dans la perspective croisée du binôme franco-britannique. À la fois « histoire intellectuelle du mot ou de l'idée de société civile » et « histoire sociale et politique de ses acteurs mêmes », il revisite les thématiques clés de l'histoire du long XIX^e^ siècle (libre-échange, histoire industrielle/ouvrière, histoire et historiographie des impérialismes, liens entre consommation, État et citoyenneté) au prisme d'une réflexion méthodologique considérable. Outre le concept central de société civile, les contributions font intervenir les notions de savoir, de transnationalisme et de transfert, ainsi que l'analyse de discours.

2 L'excellente introduction de Julien Vincent propose une histoire analytique du concept de société civile et note que le terme s'est largement diffusé au cours des trente dernières années, « pour entrer dans le vocabulaire courant de ceux-là mêmes qu'il était censé décrire » (p. 9). Il en souligne le « double visage, normatif et prescriptif » (p. 17) et l'inspiration libérale, la société civile étant implicitement ou explicitement

perçue comme le lieu d'expression des groupes non ou mal reconnus. Elle est « la source, l'objet et la destination de savoirs » (p. 31) en reconfiguration permanente, une définition programmatique qui fait la richesse du volume.

3 Les dix études de cas qui suivent sont remarquablement documentées, écrites et problématisées. Revenant sur le Traité de commerce franco-anglais de 1786-1787, Renaud Morieux dresse une comparaison des stratégies langagières et des procédés de légitimation mis en œuvre dans le cadre du lobbying que suscite le Traité. Les modalités divergentes de représentation institutionnelle des groupes d'intérêt économique de part et d'autre de la Manche ainsi que leurs conséquences sont soulignées. David Todd retrace le parcours de John Bowring, passeur transnational du libre-échange, éclairant les conditions pratiques de la circulation internationale des savoirs économiques ou politiques, ainsi que les dimensions impérialistes du libre-échange.

4 Dans la partie consacrée à l'industrialisation, le chapitre de Joanna Innes sur la réglementation du travail des enfants explore les dynamiques complexes par lesquelles les changements dans la société et les processus législatifs ont interagi pour construire le travail industriel des enfants en tant que problème social. La contribution de Claire Lemercier, qui lui fait pendant, analyse les savoirs mobilisés dans les argumentaires parlementaires en France sur les mêmes questions, et notamment le culte de l'expertise et l'importance croissante des corps intermédiaires. Malgré la rhétorique omniprésente de l'expérience, les savoirs économiques s'avèrent peu déterminants face au savoir stratégique du législateur. François Jarrige étudie sur plusieurs décennies la circulation des savoirs sur les machines. Il montre le déplacement progressif par lequel les travailleurs adaptent leur stratégie rhétorique aux nouveaux savoirs économiques diffusés dans la société civile, pour se placer sur le terrain de leurs interlocuteurs et redevenir politiquement audibles pour ces derniers, une évolution cruciale pour l'émergence du langage de la lutte des classes. Julien Vincent s'intéresse à la mise en concurrence des savoirs dans les aspects écologiques et sanitaires de la question sociale, à travers l'étude de la relégation progressive du traité de Bernadino Ramazzini sur les maladies des artisans. Le chapitre montre ainsi comment la lutte entre différents dispositifs de savoirs – médecine ramazzinienne contre discours des hygiénistes – entre en jeu dans la désincorporation des métiers, enjeu majeur du XIX^{e} siècle.

5 La partie consacrée à l'impérialisme a une dimension transnationale et comparative particulièrement marquée, du fait notamment de l'importance de la « colonisation comparée » (Pierre Singaravélou, p. 254) dans les savoirs sur l'impérialisme. Christophe Charle suit un transfert historiographique franco-britannique entre les savoirs expansionnistes de la fin du XIX^{e} siècle, à travers les fortunes de *The Expansion of England* de J. R. Seeley, un exemple frappant d'histoire transnationale datant de 1860, à l'ère de la construction des identités nationales. Pierre Singaravélou analyse les controverses suscitées par la loi sur le rétablissement des compagnies à charte, qui portent sur la frontière entre service public et intérêt privé, entre droit métropolitain et droit colonial.

6 Dans la quatrième partie, Nicolas Delalande offre une étude comparée des rapports entre économie politique et société civile en France et en Grande-Bretagne, à travers la question de la taxation des boissons alcoolisées. Les multiples savoirs mobilisés par ces débats, au croisement du politique, de l'hygiénisme et de l'économie, montrent que l'opposition canonique entre libéralisme britannique et étatisme français est une grille

explicative très insuffisante. La contribution finale de Marie-Emmanuelle Chessel sur les enquêtes sociales menées par la Ligue sociale d'acheteurs est l'occasion de souligner la nécessité de « repenser l'histoire des sciences sociales en intégrant différents acteurs et groupes, socialement en marge des lieux légitimes de création de savoirs » (p. 293), dans la perspective d'une histoire des sciences sociales renouvelée par la prise en considération de nouvelles institutions et de la question du genre.

7 Face à la richesse comparatiste et conceptuelle de cet ouvrage, aboutissement d'un travail collectif engagé depuis près de dix ans, on ne regrettera que l'absence d'une conclusion qui permette une véritable synthèse théorique des contributions rassemblées ici.